

# INTEGRAS Thema

Magazine en ligne  
01/2021

## Im|por|tance sys|té|mique

/ nom féminin / [pas de pluriel] /

/ ĩmpɔrtã:s sistemik /

Signification, importance pour un système

**Que signifie l'importance  
systémique pour l'aide aux  
enfants et aux adolescents ?**

Fachverband Sozial-  
und Sonderpädagogik  
Association professionnelle  
pour l'éducation sociale  
et la pédagogie spécialisée

# Contenu

- 3** **Éditorial**  
Gabriele Rauser, Integras
- 4** **« Visibles » en temps de crise**  
Meryem Oezdirek, Integras
- 6** **Pourquoi l'éducation sociale ne peut être d'importance systémique, si l'on veut qu'elle soit effectivement pertinente**  
Christian Vogel, professeur BFH
- 10** **Des care leavers racontent ...**  
Trois portraits
- 14** **La protection de l'enfant est-elle d'importance systémique ?**  
David Lätsch, professeur ZHAW
- 16** **Dans le besoin, le plus nécessaire**  
Balthasar Tschäppeler, directeur TEAM-WERK
- 18** **Pour un travail social avec davantage de participation des parents et enfants**  
Interview avec Mario Ferrarini, Fondation Antonia Vanoni
- 24** **Changement de système – Un podcast sur la thématique du Leaving Care**  
Yannik Fasser & Mischa Bucher, étudiants HSLU
- 26** **Coronavirus : Une crise pour qui ?**  
Corinne Wohlgensinger, professeure OST

# Chers lecteurs, chères lectrices,

*Importance systémique* semble être l'expression de l'année 2020. Dans le domaine de l'aide aux enfants et à la jeunesse, la question de savoir si le travail social est d'importance systémique, et de quelle manière, n'a pas réellement fait débat. Nous avons cependant vu et régulièrement entendu parler de l'engagement exceptionnel des professionnel•le•s l'an passé pour soutenir les enfants et adolescent•e•s qui ne pouvaient vivre chez eux. Et effectivement, certains aspects de la notion avaient été introduits des années auparavant déjà par la pratique et la science du travail social : Explosion du système, systémique, critique envers le système, etc. Nous avons donc lancé, au début de l'année 2021, une action sur cartes postales, avec les mots « Le travail social est d'importance systémique ».

Nous avons saisi l'occasion de la présente publication pour débattre de la notion d'*importance systémique*, et ceci pas seulement en lien avec la question de savoir si le travail social est d'importance systémique, mais en allant plus loin : Que fait-il, ou qu'a-t-il fait, et que veut-il faire encore ?



Gabriele E. Rauser, Secrétaire générale Integras

Ce débat, nous le menons, comme à l'accoutumée, non seulement depuis la perspective de la pratique et de la science du travail social, mais aussi depuis la perspective des jeunes gens et du jeune travail social. Eux aussi ont accompli entre-temps des choses exceptionnelles, dans des circonstances devenues plus difficiles encore. Ensemble, nous voulons présenter ici une vue globale qui permette d'en savoir plus sur l'importance systémique du travail social.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Gabriele E. Rauser'.

Gabriele E. Rauser  
Secrétaire générale Integras

# « Visibles » en temps de crise

Parvenir à entrer dans la catégorie « importance systémique » confère un pouvoir considérable, puisque c'est elle qui permet à celles et ceux qui en bénéficient d'imposer leurs intérêts propres dans la société et en politique en cette période de pandémie. On a pu constater, pendant la pandémie, que certains secteurs ont été évalués comme d'importance systémique, que d'autres secteurs se sont approprié la notion, et que d'autres encore – comme les professionnel·le·s du travail social – ont à peine été entendus. Ce qui reflète un dilemme pour le travail social : À une époque où les conditions de vie précaires sont en hausse dans les groupes vulnérables, ces personnes précisément, leurs conditions de vie et leurs intérêts sont « invisibles » dans la société.

## Meryem Oezdirek

Collaboratrice spécialisée Integras

En tant qu'association spécialisée, nous représentons en premier lieu les enfants et adolescent·e·s – ou jeunes gens – qui vivent en foyer ou en famille d'accueil et qui ne peuvent, n'ont pas le droit ou ne veulent pas se représenter eux-mêmes. Ces jeunes gens et leurs familles sont considérés dans la société comme un groupe vulnérable, et ainsi comme particulièrement dignes de protection, notamment parce qu'ils sont davantage touchés par les inégalités sociales. Il est par conséquent essentiel que l'on change de paradigme dans ce discours. Dans l'aide aux enfants et à la jeunesse, on ne peut répondre à la question de l'importance systémique – en d'autres termes la question de savoir ce qui ou qui précisément est d'importance systémique – qu'en considérant aussi systématiquement la perspective des jeunes gens.

Lorsque l'on parle dans l'aide aux enfants et à la jeunesse des bénéficiaires, on constate vite que le groupe homogène des « enfants en foyer » ou des « enfants placés en famille d'accueil » n'existe pas. D'une part, les biographies des jeunes gens, et ainsi également leurs expériences avec le système de placement extrafamilial, sont extrêmement diverses. Mais le degré de besoin de protection, de soutien et de mesures est interprété lui aussi de manière très diverse en fonction de l'organisation, notamment en raison du système fédéraliste suisse. Parmi ces jeunes gens, il y a celles et ceux qui peuvent exprimer leurs besoins, mais aussi d'autres qui se taisent ; parce qu'ils/elles ne peuvent rien dire, ne sont pas questionnés, pas entendus, qu'ils

ne sont pas assez sûrs d'eux ; et d'autres qui font l'expérience qu'ils ne sont pas écoutés en raison de leur statut, et qui finissent ainsi également par se taire. Dans bon nombre de ces cas, les professionnel·le·s n'ont pas assez de connaissances spécialisées, de temps, de ressources personnelles, de moyens financiers pour identifier les besoins de ces jeunes. En période de crise tout particulièrement – comme pendant l'actuelle pandémie – la vulnérabilité des jeunes gens devient encore plus visible. Les professionnel·le·s doivent donc chercher des moyens de comprendre la voix des jeunes gens, afin que toute jeune personne ait un espace protégé où exprimer son opinion et où sa voix puisse être entendue. On peut dire, de manière générale, que les jeunes doivent avoir la possibilité de développer et d'exercer leurs aptitudes, et d'exprimer leurs besoins, leurs pensées et leurs sentiments. En raison de leur statut (juridique et social) notamment, les jeunes gens sont tributaires de l'expertise et de la bonne volonté de professionnel·le·s qui mettent en œuvre leurs droits au quotidien et qui, le cas échéant, les défendent, mais qui en même temps portent leurs différentes voix, les font entendre et les soutiennent auprès de la société.

**En tant que professionnel·le·s spécialisés, nous cherchons des moyens de comprendre la parole des jeunes gens, pour que chaque enfant trouve un espace protégé où exprimer son opinion propre et où sa parole puisse être entendue.**

Les professionnel•le•s du travail social apportent en effet une importante contribution avec et pour les personnes défavorisées, stigmatisées et discriminées. Ils contribuent au bien de la société, et doivent ce faisant faire le grand écart entre le passé et le présent. C'est seulement lorsque ces intérêts sont repris à l'agenda de politique sociale que l'on parvient effectivement à changer quelque chose au niveau structurel. Les expériences faites par les jeunes gens pendant leur placement ne sont, par exemple, pas « visibles » ; on manque en effet aujourd'hui encore de données nationales, relevées périodiquement et systématiquement, sur la situation des enfants et adolescent•e•s – telle qu'une statistique nationale unifiée de l'aide aux enfants et à la jeunesse/de la protection de l'enfant : Tant que les jeunes gens restent « invisibles » sur un plan structurel, les professionnel•le•s ont peu de fondements pour être efficaces au niveau de politique sociale.

Les conditions-cadre d'une action des professionnel•le•s conduite de façon méthodique gravitent chaque fois entre ces dispositions de politique sociale, les exigences déontologiques et les besoins des bénéficiaires. Il faut par conséquent créer une prise de conscience de ce triple mandat et des exigences et fonctions liées aux rôles qui lui sont associés – dans le sens d'un travail social réflexif. Mais on entend ici également par réflexion la prise de conscience du rôle historique du travail social, en particulier relativement aux violations des droits humains qui ont été commises par le passé – comme par ex. l'internement administratif : Comment gérons-nous aujourd'hui les injustices du passé ? Des contributions spécialisées du travail social parlent ici d'un « chapitre sombre, sur lequel on a désormais fait un travail approfondi ». Mais il ne s'agit pas pour autant d'un chapitre clos. Les répercussions de ces violations des droits humains et le rôle du travail social dans ce contexte ont encore d'importantes conséquences dans la société, chez les victimes, les proches survivants et les bénéficiaires actuels comme futurs du travail social. Il est donc de la responsabilité de l'actuel travail social, non seulement de participer à un travail d'analyse sur ces violations des droits humains, mais aussi de créer dans le travail social des conditions que nous pourrions qualifier à l'avenir de « bientraitance ».

## Littérature

Cf. la récente étude EQUALS : [FACTSHEET 11](#) – septembre 2021 Les données EQUALS révèlent-elles des changements liés à la pandémie ? Série chronologique de la charge psychique chez les enfants et adolescents arrivés récemment en institution.

Réseau suisse des droits de l'enfant, [Quatrième rapport des ONG à l'attention du Comité des droits de l'enfant de l'ONU](#)

Staub-Bernasconi, Sylvia, 2018. Soziale Arbeit als Handlungswissenschaft: auf dem Weg zu kritischer Professionalität. 2., édition entièrement revue et actualisée. Opladen: Verlag Barbara Budrich.

Jusqu'en 1981, des mesures de coercition à des fins d'assistance ont été mises en œuvre en Suisse, notamment le placement extrafamilial d'enfants – ceux que l'on a appelé les « Verdingkinder » (les « enfants en service ») – et l'internement administratif de personnes dont le comportement s'écartait des normes sociales.

Cf. notamment : [sozialinfo.ch, Administrative Versorgung – Aufarbeitung abgeschlossen](#). Octobre 2019.

Gisela, Hauser. Gemeinsam für Menschenwürde, Respekt und gewaltfreie Räume?! «Bientraitance» in historischer Perspektive, Conférence tenue dans le cadre de la «Plateforme Placement extrafamilial» le 21 janvier 2020.



**Meryem Oezdirek**

Meryem Oezdirek est collaboratrice spécialisée chez Integras, professeure chez Agogis et à la Haute école spécialisée de Suisse orientale (OST), département de travail social.



# Pourquoi l'éducation sociale ne peut être d'importance systémique, si l'on veut qu'elle soit effectivement pertinente

**Christian Vogel**

Professeur BFH travail social

En cette période de crise du coronavirus, les institutions socio-éducatives et psychiatriques pour enfants et adolescent•e•s sont submergées de demandes, les capacités du système sont ainsi plus qu'à saturation. Les travailleuses et travailleurs sociaux rapportent qu'auparavant déjà, il était souvent difficile de trouver un placement adapté, un conseil ou une thérapie adéquats, mais que cette tâche s'avère souvent insoluble aujourd'hui. Avec cette aggravation de la situation, tous ceux qui vivent cela de près prennent encore davantage conscience de l'importance des offres socio-éducatives. Cela se traduit notamment par le fait que l'on décrive les institutions comme étant « d'importance systémique » : Comme pertinentes pour le système, donc. On veut, bien entendu, tout d'abord dire par là que les institutions sont importantes et que l'on ne peut s'en passer en cette période de crise – qu'il faudrait, bien au contraire, que l'on crée d'autant plus en cette période de crise les capacités nécessaires. Cette revendication critique, et en définitive politique, se fonde sur de bonnes raisons et est incontestablement légitime. C'est ainsi que le caractère nécessaire de l'éducation sociale peut entrer dans la conscience sociale, non seulement sous la perspective d'une gestion de crise, mais aussi de manière générale. La notion d'importance systémique semble se prêter à cela, son sens ayant été rechargé pendant la crise avec la situation du système de santé, qui était lui aussi menacé par des problèmes de capacité.

Mais même si cette analogie peut sembler bien-

venue, elle n'en reste pas moins inappropriée, et par conséquent pas moins inadaptée également à véhiculer de légitimes revendications politiques.

Tout d'abord : Des besoins accrus ou même une ruée sur le domaine de la socio-pédagogie ne posent pas de problème aux systèmes impliqués. Le système de l'aide à la jeunesse, par exemple, n'est pas menacé d'effondrement, comme on a pu le craindre pour le système de santé. On ne s'est jamais attendu à ce que des enfants maltraités, des adolescent•e•s désespérés ou des parents à bout de nerfs prennent d'assaut les institutions socio-éducatives surchargées, en sollicitant une admission, en réclamant conseil ou thérapie. Ce qui n'empêche que les enfants et adolescent•e•s finissent par sortir des systèmes familiaux, du système scolaire et du système de formation professionnelle, et qu'ils finissent par être congédiés également un jour ou l'autre par le système de l'aide à la jeunesse. Pour les systèmes, c'est le cours normal des choses. Mais cela peut être un problème pour les personnes dans ces systèmes. C'est manifeste dans le système de santé, où la charge est trop lourde à porter pour le personnel et où la prise en charge médicale des patient•e•s est menacée. En socio-pédagogie également, nous nous inquiétons de

**Affirmer l'importance systémique est trompeur, parce qu'il ne s'agit au fond pas de systèmes, mais de personnes.**



«La société n'est pas un système, tout comme les individus ne sont pas des systèmes eux non plus»

savoir ce que cela signifie pour les enfants et adolescents • e • s que l'on refuse, et nous nous inquiétons de savoir comment un bon travail socio-pédagogique peut être assuré dans ces conditions.

Affirmer l'importance systémique est trompeur, parce qu'il ne s'agit au fond pas de systèmes, mais de personnes. Il ne s'agit en l'occurrence pas ici de cas particuliers, mais de l'accomplissement de missions sociales. On a vu ainsi apparaître des institutions du secteur médical ou du secteur social qui sont tenues de servir l'intérêt public. On parle souvent, dans ce contexte, de systèmes. Mais c'est précisément là que le bât blesse : Des systèmes, il en existe beaucoup, et les sociétés modernes tendent à une différenciation des systèmes ; parler du système n'a par conséquent guère de sens. Il faudrait donc d'une part s'interroger sur la question de savoir à quel système se rapporte l'importance invoquée, et

d'autre part de savoir si et dans quelle mesure le système en question sert l'intérêt public. La notion d'importance systémique n'apporte de réponse à aucune de ces deux questions.

Cela n'est pas un hasard : Avant même que l'on ne parle d'importance systémique pour le personnel de santé, la notion était appliquée aux banques au moment de la crise financière de 2008. Lorsque l'on a compris clairement, au moment de la faillite de la banque Lehman Brothers, que l'idéologie néolibérale des marchés en chute libre causait d'importants dégâts, il a été question de certaines banques qui étaient « too big to fail », et qui devaient pour cette raison être sauvées par des fonds publics. La notion d'importance systémique intègre cette idée. Elle signifie qu'une institution est « trop importante pour échouer ». Ce n'est pas l'intérêt public, mais la taille qui devient ici l'argument tangible. Le problème qui se posait alors était celui du décalage entre l'idéologie de

marché néolibérale, d'une part, et l'utilisation de fonds publics (à l'époque, pour le sauvetage des banques) et les régulations de l'État, de l'autre. La notion d'importance systémique véhiculait le message suivant : Il n'est pas question de thématiser en lui-même le système dont il s'agit supposément, et il n'est pas question non plus de s'interroger pour savoir si et dans quelle mesure ce système est d'intérêt public. Au lieu de cela, la notion d'importance systémique touche à des peurs parfaitement irrationnelles, liées à l'idée d'un effondrement du système – irrationnelles parce que, fondamentalement, tout effondrement du système n'est pas nécessairement une catastrophe. Si l'on se souvient de la chute de la RDA en 1989, il apparaît clairement que certains systèmes sont loin d'être l'expression de l'intérêt public.

Ce qui nous interpelle ici, c'est que précisément le secteur de la santé et le travail social se revendiquent eux-mêmes d'importance systémique. Le fait que ces institutions soient sans conteste dans l'intérêt public et qu'il soit, pour cette raison, légitime d'utiliser pour elles des fonds publics n'a strictement rien à voir avec la crise actuelle. Bien au contraire : Depuis 40 ans environ, les institutions publiques doivent se plier à des logiques de marché fictives et passer au New Public Management. L'intérêt public lui-même a ainsi été poussé vers la crise. Les coûts sont alors devenus un argument premier, auquel sont subordonnés tous les autres arguments. La conséquence en a été un démantèlement des contrôles démocratiquement légitimés des systèmes au profit d'un pilotage passant par des mécanismes de type mécanismes de marché. Dans le même temps, les taux d'imposition étaient abaissés à tel point que les fonds publics venaient effectivement à manquer, et que l'on a financé à partir d'infimes parties des cadeaux fiscaux des fondations de bienfaisance privées pesant des milliards et des chaires d'université. La notion d'intérêt général a ainsi été coupée de la notion de public, et avec elle de la notion de démocratie.

En éducation sociale, nous ne pouvons en aucun cas adhérer à cette logique que véhicule idéologiquement la notion d'importance systémique ;

**Un financement des institutions socio-pédagogiques n'est de toute façon envisageable dans une société démocratique qu'avec des fonds publics [...] À la différence du monde de la finance, mais aussi du secteur de la santé, le travail social n'est nullement menacé dans la crise par un effondrement du système.**

l'intérêt public n'y est pas simplement un prétexte mis en avant, il est prioritaire. Un financement des institutions socio-pédagogiques n'est de toute façon envisageable dans une société démocratique qu'avec des fonds publics, et cela n'a strictement rien à voir avec quelque crise que ce soit. À la différence du monde de la finance, mais aussi du secteur de la santé, le travail social n'est nullement menacé dans la crise par un effondrement du système. Les dommages ne touchent pas les systèmes, mais celles et ceux qui sont tributaires des prestations des systèmes. Derrière la revendication de reconnaissance d'une importance systémique se cache un problème de pilotage qui ne peut justement pas être résolu en se référant à des systèmes, mais qui pose fondamentalement la question de savoir comment les systèmes peuvent être pilotés de manière à servir l'intérêt général. Il s'agit de dépasser la lâcheté qui consiste à ne parler que de problèmes systémiques, au lieu de rapporter ceux-ci aux personnes qui vivent dans et avec ces systèmes – des personnes qui, dans le meilleur des cas, leur doivent quelque-chose ou qui, dans le pire des cas, ont subi des dommages à cause d'eux. C'est seulement ainsi que l'on pourra contrer la déshumanisation qui résulte du fait que les systèmes ne peuvent être pertinents qu'entre eux et les uns pour les autres.

L'expérience de la socio-pédagogie nous avance ici. En effet, la norme qui nous permet de donner un sens aux systèmes (ou souvent aussi de prendre position contre eux), de réaliser au moins partiellement leurs objectifs et de les critiquer là où ils échouent ne se trouve pas dans les systèmes. Elle naît de relations – aux enfants et



adolescent•e•s, aux collègues – qui permettent de surmonter le quotidien tout en soutenant le développement de l'individualité et de l'identité. En bref : Qui permettent de mettre en œuvre une socio-pédagogie tout à fait ordinaire. Cette qualité ne se laisse pas garantir de manière systémique, la logique est même tout à fait à l'inverse : C'est seulement par le biais de la pratique socio-pédagogique que les systèmes peuvent devenir pertinents pour notre clientèle, et donc également pour la société, qui attend en définitive de nous la chose suivante : Un placement, un conseil, une thérapie spécifique, ou autres, des prestations qui passent par des systèmes.

La préoccupation politique qui se cache derrière la revendication d'importance systémique se révèle clairement lorsque l'orientation pédagogique sur le soutien au développement individuel et à la formation individuelle, qui ne peut être obtenue que dans la rencontre avec des personnes concrètes, n'est pas considérée comme une simple affaire personnelle. Nous nous demandons alors comment ce monde doit être organisé pour que les objectifs que nous poursuivons dans le quotidien pédagogique, comme l'autodétermination et la responsabilité, peuvent être réalisés de manière générale. Ce n'est alors pas la question des coûts qui est au premier plan, mais la question de savoir qui les systèmes doivent servir et pourquoi, et ce qu'ils doivent accomplir. Cette question ne peut être traitée en elle-même comme une question systémique, puisqu'il ne s'agit pas ici de systèmes, mais de vie humaine, sociale – en d'autres termes, de société. Parler d'importance systémique masque le fait que la responsabilité individuelle et collective est placée avant tout système et qu'elle ne peut émaner pour cette raison de la logique propre des systèmes. Pour le dire de manière concise : La société n'est pas un système, tout comme les individus ne sont pas des systèmes eux non plus. La socio-pédagogie n'est par conséquent pas d'importance systémique. Elle n'est pas significative pour un système, mais doit parvenir, avec tous les moyens dont elle dispose, à être pertinente pour la société, et ce ne peut être le cas que si elle ne se contente pas d'être pertinente pour les personnes concrètes auxquelles elle a affaire, mais en ayant une réelle importance pour elles.



**Prof. Dr. Christian Vogel**

Christian Vogel enseigne à la Haute école spécialisée bernoise (BFH). Il est professeur de sociologie, de socio-pédagogie et de travail social.



## Avec résilience

Les deux dernières années ont été très intenses pour moi. L'interruption de travail liée au confinement apportait avec elle une pause bienvenue que j'espérais depuis longtemps. Beaucoup de choses dans l'entreprise ne s'étaient pas déroulées comme je l'aurais souhaité, et j'avais depuis

longtemps l'intention de chercher un nouvel emploi. Puis le coronavirus est arrivé, et par chance j'ai pu attendre pour donner ma démission. Pendant le confinement, j'ai pu me reposer un peu de mon travail. Financièrement, ça a été une période difficile, en temps normal je gagnais déjà tout juste le salaire minimum, et plus que 80% pendant la période du coronavirus. Le 13ème salaire, on le gagne en tant que coiffeuse avec les pourboires, et avec le confinement, cette source de revenus disparaissait elle aussi.

La famille de ma marraine, ça fait partie de ma famille, avait très peur du coronavirus. Ils ne voulaient plus la laisser sortir de la maison, et donc je la voyais peu. J'appartiens moi-même au groupe à risque, j'ai une maladie pulmonaire depuis ma naissance. Mais j'ai, comme la plupart des care leavers, un très bon système immunitaire. Je dirais même que tout•e care leaver avec un passé en foyer pour enfants a un bon système immunitaire, parce qu'on était depuis tout petit toujours avec de nombreux autres enfants. Pendant ces sept semaines, je n'ai donc vu que

# Des care leavers racontent ...



« Ça n'était pas différent que pour beaucoup d'autres gens... » : C'est ainsi que commencent de nombreux récits de care leavers sur le confinement et la période de pandémie.

Integras a échangé pendant plusieurs mois avec des care leavers et leur a demandé comment ils avaient surmonté la crise. Qu'est-ce qui les a rendus plus forts, et à quels moments leur identité de care leavers se rappelait-elle à eux ?

Trois voix anonymes nous racontent leur quotidien pendant la pandémie.

ma sœur. Un jour, on a pu à nouveau travailler, et ça s'est plutôt bien passé jusqu'en septembre. Et puis il s'est passé quelque chose au salon – une collaboratrice qui travaillait là depuis de nombreuses années s'est suicidée. L'atmosphère était plus que minée, et cet environnement me rendait malade. En même temps, j'avais vraiment méga peur de démissionner. Mais en tant que care leaver, tu vis toujours avec la peur de ne plus pouvoir assurer ton quotidien financièrement. Comme notre mère était depuis notre naissance dépendante de l'aide sociale et qu'elle avait eu des poursuites en raison de circonstances difficiles, ça me faisait toujours peur.

Ça m'inspire de la panique – depuis toujours dans ma vie. Depuis la première fois déjà que j'ai eu de l'argent entre les mains. En décembre, j'ai fait le pas et j'ai ensuite cherché enfin un nouvel emploi. Après un temps à l'essai, j'ai été acceptée par deux salons différents. J'ai même pu choisir et me décider. En mai, j'ai pu commencer dans un nouveau poste de coiffeuse, et cela me plaît beaucoup. Je vais vraiment bien aujourd'hui.



## Avec persévérance

Je suis sortie du Care-System il y a quelques années déjà, et je suis donc moins fortement touchée que des care leavers plus jeunes.

Cela ne m'a pas empêchée de ressentir plus fortement les conséquences de ma jeunesse mouvementée pendant le confinement. Comme j'ai souvent déménagé depuis que j'ai quitté la famille d'accueil, j'ai eu du mal à construire des relations et des amitiés stables. C'est pourquoi je me suis sentie souvent très seule pendant le confinement, les rencontres en groupes plus importants étaient impossibles, et beaucoup s'isolaient par peur de la contamination. En tant que mère élevant seule son enfant, j'aurais eu urgemment besoin, tout comme mon fils, de soutien et de contacts sociaux. Ma mère m'a soutenu autant qu'elle pouvait le faire, mais j'ai quand même fini par décrocher des études et j'étais épuisée en permanence, ce qui se répercutait sur mon enfant.

Avec mon placement et le temps passé en foyer et en famille d'accueil, j'ai appris tôt à être autonome et à gérer des situations difficiles. Ces mécanismes m'ont beaucoup aidée, ce que je considère comme une chose positive. Je souhaite que les care leavers et leurs besoins soient davantage entendus au niveau politique, et que les choses bougent. Je remarque par ailleurs que beaucoup de gens estiment que tous les jeunes ont à vrai dire des difficultés à leur manière, et que ces gens minimisent ainsi la problématique. La perte précoce de la structure connue est une césure, et se retrouver livrée à soi-même à la majorité ne fait pas partie de l'histoire de vie de la majorité des gens, et c'est bien ainsi : C'est ce que je souhaiterais aux care leavers d'aujourd'hui et du futur.



**Illustrations**  
Margrit Egger  
musique-dessin-humain  
[margritegger.ch](http://margritegger.ch)



# La protection de l'enfant est-elle d'importance systémique ?

Dans les premiers mois de la pandémie, on justifiait l'importance systémique de la protection de l'enfant par le fait que ses institutions devaient solutionner un problème pertinent pour la société. On n'a en revanche pas pensé à poser la question de savoir si elles résolvaient effectivement le problème.

## David Lätsch

Professeur ZHAW travail social

Le confinement au printemps 2020 a confronté les professionnel·le·s de la protection de l'enfant à une question élémentaire : À quel point êtes-vous indispensables ? À quel point êtes-vous – pour reprendre l'expression du moment – d'importance systémique ? Une réponse tranchée ne pouvait être attendue du Conseil fédéral qui dans sa « Stratégie de protection des infrastructures critiques », adoptée dès décembre 2017, avait bien pensé, notamment, à la collecte des déchets dans les rues de Suisse, mais pas à la protection de l'enfant. C'est ainsi que, pendant le confinement, on a laissé les niveaux locaux de l'administration ou même les différentes directions des institutions décider de la poursuite de leur activité, de sa réduction ou de son interruption provisoire. Dans les études sur la protection de l'enfant que nous avons menées et que nous menons encore en cette période de pandémie de Covid-19, nous avons pu constater une grande diversité : En certains endroits, l'activité est restée quasi inchangée, exception faite des mesures de sécurité, en d'autres endroits, les APEA avaient suspendu les clarifications, les contacts dans le cadre des curatelles ont été supprimés, et les enfants et adolescent·e·s des foyers étaient renvoyés chez eux.

## Demande instantane

Tandis que la pratique se montrait donc indécise sur la question de son importance systémique, les membres des hautes écoles de travail social, pour leur part, étaient sûrs d'eux. Dès le printemps 2020, plusieurs publications reprenaient textuellement dans leurs intitulés la formule

« La protection de l'enfant est d'importance systémique ! » ou faisaient du moins de cette idée une déclaration centrale. Chez nos voisins allemands, 130 membres des hautes écoles, « très inquiets », s'adressaient aux politiques pour leur demander instamment que la protection de l'enfant soit déclarée d'importance systémique et rappeler ainsi sur le front les personnels supposément en fuite, un front sur lequel les enseignant·e·s des hautes écoles n'étaient cependant pas eux-mêmes.

On invoquait pour justifier l'importance systémique de la protection de l'enfant le fait que de nombreux enfants et adolescent·e·s étaient exposés dans leurs familles à la maltraitance et à la négligence. On affirmait par ailleurs que ces phénomènes ne pouvaient que s'aggraver encore dans les conditions liées à la pandémie. On avait de bonnes raisons de le supposer : La charge psychique aigüe des parents, l'isolement social des familles et l'absence de contrôle social, tout cela s'est avéré empiriquement être vecteur de mises en danger du bien de l'enfant. Des études internationales indiquent par ailleurs que les récessions économiques des deux dernières décennies allaient chaque fois de pair avec une augmentation des maltraitements et négligences d'enfants.

## Caractère indispensable : Une fiction ?

Les raisons invoquées pour justifier de l'importance systémique de la protection de l'enfant présentent cependant une faille. Les arguments rappellent que la maltraitance et la négligence des enfants représentent un problème essentiel pour le bien-être de la population. Ils ne démontrent cependant pas que les institutions de la protection de l'enfant contribuent à la résolution du

problème. Les instruments de la protection de l'enfant seraient-ils de prime abord d'importance systémique parce qu'ils sont indispensables au maintien de la fiction qui veut que nous ayons fait tout notre possible pour protéger les enfants et adolescent•e•s ? Ou ne pouvons-nous affirmer en toute bonne conscience l'importance systémique qu'à partir du moment où nous sommes en mesure de montrer que la protection de l'enfant est nécessaire parce qu'elle dispose de solutions ?

Tentons d'appliquer ce questionnement provocateur à l'aide stationnaire aux enfants et à la jeunesse. Il est incontesté que les aides stationnaires ont notamment pour but de protéger des enfants et adolescent•e•s qui seraient, dans leur famille, exposés à une mise en danger. Seulement : Les enfants se retrouvent-ils réellement à l'abri après l'averse ? Ou se retrouvent-ils sous l'orage ? Des études réalisées dans d'autres pays européens ont montré que les enfants qui vivent en foyer sont bien plus exposés dans ces foyers à des violences physiques et sexuelles que des enfants qui ne vivent pas en foyer. La comparaison ne veut certes pas dire que ces mêmes enfants vivant en foyer subiraient moins de violences s'ils n'étaient pas en foyer. Il y a effectivement des raisons pour qu'ils soient en foyer, la violence intrafamiliale pouvant être l'une d'elles. Le résultat de ces études nous dit cependant que de nombreux enfants et adolescent•e•s ne sont pas en sécurité dans les foyers.

Ou alors, prenons pour exemple les curatelles, un instrument central de la protection de l'enfant. Il n'existe jusqu'à présent qu'une petite poignée d'études empiriques qui éclairent, chacune, différents aspects de la curatelle. Mais aucune étude ne s'est consacrée de manière approfondie à la question de savoir si les curatelles contribuent à la suppression des mises en danger du bien de l'enfant. On pourrait évidemment répondre à cela que l'instrument ne serait vraisemblablement pas utilisé de manière aussi intensive si la pratique n'avait pas des preuves irréfutables du bénéfice apporté par les curatelles. Mais avec ce même argument, on peut justifier n'importe quelle pratique dont les praticien•ne•s seraient convaincus. Cela inclut tout ce que nous taxons rétrospectivement de pratiques immorales du passé.

## Solutions plausibles

Pour le formuler de manière provocatrice : Si l'on fait appel jusqu'à présent aux institutions de la protection de l'enfant, ce n'est pas parce qu'on sait qu'elles aident. On fait appel à elles, parce que l'on ne sait pas quoi faire d'autre. Elles sont similaires sur ce point à d'autres institutions spécialisées dans la gestion professionnelle d'une surcharge sociale, par exemple la psychiatrie stationnaire. C'est à juste titre que nous nous sommes irrités au moment du confinement du fait que l'on n'ait pas pensé, dans la capitale fédérale, à inclure la protection de l'enfant parmi les infrastructures critiques. Mais on a le droit de se demander à quoi cela tient. La société et sa politique ne sont-elles pas conscientes du problème ? Ou avons-nous, nous qui sommes responsables de la protection de l'enfant, c'est-à-dire la pratique et la recherche, fait trop peu jusqu'ici pour plausibiliser nos solutions ? La question est, vous l'aurez compris, purement rhétorique.



**Prof. Dr. David Lätsch**

David Lätsch est psychologue, chercheur et professeur à la Haute école des sciences appliquées de Zurich (ZHAW), au Département travail social, Institut de l'enfance, de la jeunesse et de la famille.

# Dans le besoin, le plus nécessaire

Balthasar Tschäppeler est directeur de TEAM-WERK Placement familial à Cham. TEAM-WERK s'est engagé très tôt pour un travail de qualité et pour la transparence dans le domaine du placement familial. Tschäppeler revient, dans la discussion avec Meryem Oezdirek, sur les répercussions de la période de pandémie et résume les changements et les opportunités qu'il tire de ces expériences.

## Balthasar Tschäppeler

Directeur TEAM-WERK

Interrogé sur une éventuelle transformation de son activité professionnelle en raison de la situation de pandémie, Balthasar Tschäppeler prend d'abord le temps de réfléchir avant de répondre. Au début du confinement, on ne savait pas si les demandes de placement seraient en recul, ou si l'on serait submergé de demandes. On peut dire, rétrospectivement, qu'elles ont été nombreuses. Ce qui était différent, c'est que les services de placement ne voulaient plus suivre les déroulements qui étaient d'usage jusqu'alors dans les processus d'adéquation. Tschäppeler se souvient : « Nous avons constaté qu'ils voulaient écourter les choses. Nous avons eu quelques demandes où l'implication du jeune et de sa famille d'origine n'était plus garantie dans le sens où nous l'exigeons pour la préparation d'un placement. Ils étaient dans le besoin, et voulaient se débarrasser de ce problème par un placement rapide. »

TEAM-WERK n'a proposé une prise en charge que pour les seuls enfants et adolescent•e•s qui étaient dans la détresse et qui souhaitaient pouvoir entrer dans une famille d'accueil. Pour remplir cet objectif, il a fallu, en dépit des conditions difficiles, suivre cela de très près. « Nous avons beaucoup communiqué par téléphone avec les jeunes et étions en contact virtuel avec eux », une forme de communication qui s'est encore développée depuis. Les préparations au placement ont changé depuis la pandémie, conclut Tschäppeler. De nombreux foyers se sont manifestés auprès de TEAM-WERK pendant la

pandémie, pour obtenir un Timeout pour leurs jeunes. La première question que s'est posé ici Tschäppeler était de savoir où était alors le lieu sûr ; il poursuit : « Le lieu sûr devrait, à vrai dire, en ces temps difficiles continuer d'être le foyer, il ne devrait pas être déplacé pendant la crise vers un lieu supplémentaire inconnu. » Là où cela avait un sens pour la protection de l'enfant, tous se sont engagés pour trouver une bonne place. Ce qui semble au premier abord paradoxal fait sens lorsque l'on songe aux circonstances particulières qu'a entraîné la pandémie.

Les foyers avaient des défaillances au niveau du personnel ; ils étaient, de plus, soudain confrontés au fait que les enfants et adolescent•e•s étaient bien plus « chez eux » dans le groupe, ils devaient être scolarisés, etc. Et cela ne concernait pas que les foyers, dans les familles d'accueil aussi, on avait de grandes incertitudes. Les familles d'accueil craignaient de confier les enfants à leurs parents pendant le week-end, parce qu'elles ne savaient pas si les enfants se protégeraient et s'ils reviendraient en bonne santé. On avait en même temps confiance dans l'idée de s'investir également et d'autoriser l'affection supplémentaire. Dans ces circonstances, la famille d'accueil devenait – plus encore qu'à l'accoutumée – le lieu sûr.

Qu'est-ce qui caractérise un lieu sûr pour des enfants placés en famille d'accueil ? Tschäppeler, qui s'est considérablement engagé pour le

développement du Label OPF d'Integras et qui a obtenu dès 2010 la certification pour TEAM-WERK, cite les points qui lui semblent les plus nécessaires : Les enfants ou adolescent•e•s ont besoin d'une grande sécurité, d'affection et de relations fiables. Il faut bien sûr qu'ils aient leur propre chambre pour avoir un lieu où se retirer, mais ils ont aussi besoin de compréhension pour leur situation. Les familles d'accueil ont besoin d'un important soutien, d'échanges, et de possibilités de décharge de la part des éducatrices et éducateurs sociaux qui les accompagnent.

Pour les uns, le lieu sûr est avant tout un hébergement durable dans une famille d'accueil. Pour les autres, le chez-soi est avant tout créé par le lien aux parents nourriciers. Pour les familles d'accueil qui ont leurs propres enfants biologiques, le défi est plus grand encore, souligne Tschäppeler. Il faut veiller attentivement, dans ces familles, à ce que tous les besoins trouvent une réponse équilibrée.

Toute crise nous montre ce qui est le plus nécessaire. Il semble que nous le sachions au travers des enfants et adolescent•e•s, et nous parlons ici d'expérience. Ce dont ont besoin les parents nourriciers, quant à eux, nous l'avons appris avec cette pandémie. Tschäppeler décrit, par ex., des jeunes gens qui ont besoin d'un tel accompagnement que les familles d'accueil arrivent au bout de leurs limites et ont besoin d'être déchargées. Il relativise immédiatement, en mentionnant que le terme de décharge est problématique, dans la mesure où il contient le mot charge. Ces jeunes sont dans le besoin, mais ne sont pas une charge. Les parents nourriciers ont malgré tout besoin de créneaux temporels qui puissent leur permettre d'aller chez le coiffeur ou d'entreprendre quelque chose avec leurs propres enfants.

Tschäppeler revient sur une période mouvementée : Avec la pandémie, il fallait faire en sorte que tous tiennent bon, les familles d'accueil, les services en demande, et bien sûr les enfants et adolescent•e•s. Mais aussi leurs parents : Il ne faut pas l'oublier, les parents aussi sont dans la détresse. Il faut trouver une manière de les aborder sans jugement de valeur, pour qu'ils ne se sentent pas inaptes.

« Il faut, de mon point de vue, que l'on ait tout simplement une approche ouverte à l'égard des parents », résume Tschäppeler. Ils ont vécu le fait d'être déclarés inaptes. Cela conduit à une attitude défensive à l'égard des réseaux d'aide. Nous travaillons avec les parents, et allons les chercher là où ils se trouvent. Lorsqu'ils se sentent écoutés et sollicités, alors une tout autre approche est possible, et ils peuvent parler de ce qu'ils souhaitent pour leur enfant.

Évalue-t-il son travail, le travail social, comme d'importance systémique ? « Bien sûr, c'est d'importance systémique », répond immédiatement Tschäppeler, « Nous devons composer avec certaines réalités dans notre société, et nous nous accordons un filet de sécurité qui permet que nous puissions fonctionner comme nous le faisons. »



**Balthasar Tschäppeler**

Balthasar Tschäppeler est  
directeur de TEAM-WERK  
Placement familial à Cham.

TEAM-WERK propose des séjours  
de courte et de longue durée pour  
les enfants et les jeunes dans des  
familles d'accueil et nourricière.

**> [team-werk.ch](https://team-werk.ch)**

# Pour un travail social avec davantage de participation des parents et enfants

Mario Ferrarini, directeur de la Fondation Vanoni, parle avec Meryem Oezdirek, collaboratrice spécialisée d'Integras, de la manière dont la Fondation Vanoni a vécu la période de confinement.

## Comment avez-vous vécu la situation dans l'institution et comment les enfants ont-ils réagi aux mesures ?

Ferrarini : En comparaison avec d'autres cantons, les mesures au Tessin étaient très strictes. Au début de la pandémie, il nous a fallu agir et prendre des décisions très rapidement : C'étaient surtout les questions d'organisation qui étaient à l'ordre du jour et nous avions très peu de temps pour décider quels enfants devaient rester dans l'institution et quels enfants pouvaient rentrer chez eux. Pour les enfants qui sont restés dans l'institution, il était difficile de ne plus voir leurs parents, même si l'on a cherché des moyens de rendre ces contacts possibles. Grâce à l'ordinateur, les enfants ont pu avoir des contacts avec leurs parents sur ZOOM. La scolarisation était elle aussi un thème central que nous avons dû gérer : Dans les foyers, les éducatrices et éducateurs travaillaient à assurer la continuité de l'enseignement scolaire pour les enfants, et dans le même temps, nous avons soutenu les parents pour l'école à domicile.

Nous avons dû également adapter le temps de travail des éducateurs/éducatrices ; les collaboratrices et collaborateurs de notre fondation travaillaient par roulement de trois jours : Ils travaillaient trois jours d'affilée et avaient ensuite trois jours de libre. Ils se sont montrés flexibles, ce qui a eu aussi des effets positifs sur les enfants grâce à la présence permanente d'une personne de référence.

Je dois dire honnêtement qu'il a été difficile, au début, de se procurer du matériel de protection

comme les masques, gants, etc., mais nous avons eu de l'aide du canton par le biais de l'Office de la famille et de la jeunesse (UFAG).

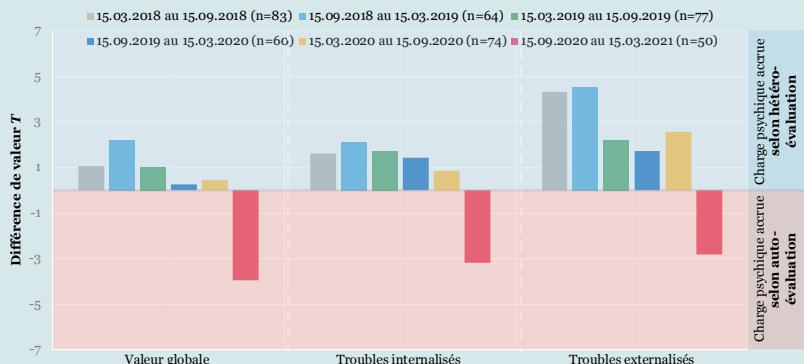
## Les données EQUALS indiquent que la charge psychique des jeunes gens a considérablement augmenté depuis l'automne 2020. Avez-vous, vous aussi, observé ce changement ?

Ferrarini : Je ne peux que le confirmer. Il y a une différence entre ce que ressentent les professionnels et ce que vivent les enfants. Les éducatrices et éducateurs ont cru avoir surmonté la crise de manière positive, mais au printemps de cette année, on a pu constater, à l'assouplissement des mesures, une fatigue qui se manifestait aussi chez les enfants.

## Comment vous expliquez-vous l'état psychique des jeunes gens ?

Ferrarini : Pour les enfants qui étaient encore dans l'institution, le téléphone était au début une possibilité de communiquer avec leurs parents. Lorsque les mesures ont été assouplies, certains jeunes ont développé une dépendance à l'égard des médias numériques. En dépit du fait qu'il ait été possible alors de se rencontrer à nouveau, certains jeunes gens sont restés dans les mondes virtuels et se sont isolés. Certains ne sont pas parvenus – comme je dirais – à revenir vers la « réalité ».

## Distorsion moyenne entre hétéro-évaluation et auto-évaluation



La comparaison entre les auto-évaluations et les hétéro-évaluations laisse apparaître un tableau qui n'avait jamais été observé auparavant. Jusqu'alors en effet, la charge psychique perçue par les personnels socio-éducatifs – comme dans la plupart des études portant sur des groupes à haut risque (par ex. Handwerk/Larzelere/Soper/Friman 1999) – était toujours supérieure au niveau relevé dans les auto-évaluations (Schmid et al. 2013, Schmid/Erb/Fischer/Kind/Fegert 2017, Jenkel/Schmid 2018) ; telle situation a changé cependant depuis l'automne 2020.

Pour la première fois, les valeurs moyennes enregistrées dans les enquêtes menées auprès des enfants et adolescent•e•s étaient supérieures aux valeurs relevées dans les enquêtes auprès du personnel socio-éducatif. Le phénomène est significatif sur le plan statistique dans chacune des trois échelles principales.

### > étude EQUALS

EQUALS s'engage pour les enfants, adolescent•e•s et jeunes adultes accueillis dans le cadre d'un placement extrafamilial et pour ceux qui accomplissent ce travail précieux. L'instrument EQUALS est développé en continu grâce au travail de collaboration entre Integras et les institutions participant au Centre Liaison et avec l'aide de proximité de la Clinique psychiatrique universitaire pour enfants et adolescents de Bâle (UPKKJ).





**Vous avez dit précédemment que certains enfants avaient vécu entre temps chez eux auprès de leurs familles. Comment se portaient ces enfants, qui vivaient chez eux ?**

Ferrarini : Nous étions soumis à une pression considérable : Ça n'était pas facile, et nous n'avions pas de fondements pour décider qui pouvait rester et qui devait partir. C'était une décision difficile. Il y avait aussi des enfants qui devaient, de toute façon, rester chez nous. Six enfants ont dû rester au foyer.

Pour d'autres cas, cependant, nous avons pris des risques qui n'ont, heureusement, pas conduit à des situations conflictuelles. Les enfants qui vivaient à nouveau chez leurs parents avaient tous été accueillis volontairement. Aussi bien les enfants que les parents devaient donner leur accord. Dans tous les cas, les enfants qui auraient

été dans des situations conflictuelles auraient pu revenir à tout moment.

Pour quelques rares enfants, nous ne savons pas exactement comment ça s'est passé, parce qu'ils n'ont pas encore voulu parler de leurs expériences. D'autres en revanche ont fait de mauvaises expériences. C'est une bonne chose qu'ils aient parlé des situations précaires et partagé leurs sentiments avec nous.

**En dépit du fait qu'il ait été possible alors [après le confinement] de se rencontrer à nouveau, certains jeunes gens sont restés dans les mondes virtuels et se sont isolés. Certains ne sont pas parvenus – comme je dirais – à revenir vers la « réalité ».**



Les enfants qui ont fait des expériences clairement positives passent désormais plus de temps avec leurs familles et moins de temps au foyer. La situation de Covid a donc été une occasion, pour ces enfants et pour la Fondation Vanoni, de réévaluer le placement. Après six mois seulement, deux autres enfants sur douze ont pu retourner vivre dans leur famille. Cela aurait été inimaginable auparavant.

### **Est-ce que cela veut dire que vous avez également réévalué le temps passé à la maison et dans l'institution ?**

Ferrarini : Oui, bien sûr. Avant cette crise, nous n'aurions jamais pensé que ces dix enfants auraient une chance de passer à l'avenir plus de temps chez eux et moins de temps au foyer.



Grâce au Covid, cette ouverture a été possible. Comme je l'ai déjà mentionné, aucun parent n'était obligé d'accueillir son enfant pendant cette période. Nous avons pris la décision de laisser les enfants rentrer dans leurs familles, et en avons informé les autorités.

### **Comment les dix enfants ont-ils pris le retour au foyer ?**

Ferrarini : Il n'y pas a eu de résistance. Je pense que cela tient au fait que les éducatrices/éducateurs étaient quotidiennement en contact avec les enfants et les parents et qu'ils/elles ont construit une bonne relation. Les parents aussi se sont sentis plus proches de l'institution. La plupart des dix enfants ont passé du bon temps avec leurs familles. Ils n'étaient pas enthousiastes quand ils sont rentrés. Il est compréhensible qu'ils préfèrent passer tout leur temps avec leur famille.

### **Les problèmes sociaux ne disparaissent pas avec le virus. Quels sont les problèmes qui, à votre avis, resteront finalement ?**

Ferrarini : Le premier problème que je vois est celui de la formation scolaire. Pendant le confinement, il y avait déjà des difficultés avec l'enseignement scolaire, et l'on en voit encore les conséquences pour les enfants et adolescent•e•s. C'est particulièrement difficile aujourd'hui pour les enfants qui avaient déjà des difficultés d'apprentissage avant le confinement. Pour ceux-ci, les problèmes se sont encore accrus. Il faut ajouter qu'il ne s'agit pas d'un problème dans les foyers, mais d'un problème de société général, qui touche tous les jeunes gens.

Le second problème que nous constatons est celui de l'isolement social des enfants et adolescent•e•s. Là non plus, il ne s'agit pas d'un problème nécessairement nouveau, mais d'un problème qui s'est encore intensifié avec la pandémie. Pendant le confinement, les enfants ne pouvaient pas participer à des activités en collectivité et en plein air. C'est désormais possible à nouveau, mais nous voyons chez une partie d'entre eux – et il s'agit d'une partie plutôt minoritaire – qu'ils souhaitent rester dans cet isolement.

**Ce qui restera après la crise, c'est la collaboration avec les parents [ ... ] Les parents ont fait beaucoup d'efforts, et il faut que ce soit reconnu. Les enfants et les parents devraient en conséquence avoir davantage de possibilités de participation dans le système de protection de l'enfant.**

Notre service SAE a constaté également, en rendant visite aux familles, que les enfants et adolescents trouvent difficile de passer leur temps dehors en communauté et qu'au lieu de cela, ils s'isolent chez eux. Nous pensons que ce repli sur soi aura d'autres conséquences psychologiques encore.

Le troisième problème que je constate est celui de la propension à violence des jeunes gens. J'ai remarqué que les conflits avaient augmenté, notamment parmi les plus jeunes. On peut le voir chez nous, au foyer, mais ils ont également augmenté dans la société.

Ce qui restera après la crise, c'est la collaboration avec les parents. Nous avons travaillé en étroite collaboration avec eux. Ce serait bête de ne pas prendre conscience de ce changement. Les parents ont fait beaucoup d'efforts, et il faut que ce soit reconnu. Les enfants et les parents devraient en conséquence avoir davantage de possibilités de participation dans le système de protection de l'enfant.

**Lorsque l'on entend que tant d'enfants ont pu rentrer chez eux, je me demande : Est-ce que l'on a encore besoin du travail social tel qu'on le connaît actuellement ?**

Ferrarini : (Il rit) Vous me demandez si je vais continuer à faire mon boulot pendant 15 ans encore ou pas ? Alors OK ! Oui, malheureusement on continue d'avoir besoin du travail social. Malheureusement on a aussi besoin d'institutions comme la nôtre. Parce que la souffrance des

jeunes gens est toujours là. Elle restera et se renforcera peut-être encore. Ce qu'il faut que l'on change, en revanche, c'est la culture du travail social. Nous devons nous engager pour une culture dans laquelle les droits des enfants et de la famille sont respectés. J'observe actuellement que les droits de l'enfant et les droits de la famille ne sont toujours pas entièrement respectés dans le cadre des procédures de placement.

Cela vaut, à mon avis, pour tous les domaines du travail social. Au Tessin, certaines maisons suivent déjà cette voie de la transformation culturelle, mais il y a encore beaucoup à faire. Ça n'est pas simple, mais c'est nécessaire.

**Un grand merci pour cet entretien.**



**Mario Ferrarini**

Mario Ferrarini est directeur de la Fondation Antonia Vanoni de Lugano.

La Fondation Vanoni, qui existe depuis plus de 150 ans déjà, apporte son aide à des enfants et familles dans le besoin au Tessin, et en particulier dans la région de Lugano.

**> [fondazionevanoni.ch](https://fondazionevanoni.ch)**





« C'est particulièrement difficile aujourd'hui pour les enfants qui avaient déjà des difficultés d'apprentissage avant le confinement. »

# Changement de système – Un podcast sur la thématique du Leaving Care

**Yannik Fasser & Mischa Bucher**

Étudiants HSLU travail social



La transition vers une vie autonome est un défi pour toute jeune personne – mais elle est particulièrement difficile pour les care leavers. Les care leavers sont de jeunes adultes qui ont passé une partie de leur vie en foyer ou en famille d'accueil et qui sont à la transition vers l'autonomie ou qui ont déjà achevé cette transition.

Nous, Mischa Bucher und Yannik Fasser, sommes étudiants en travail social avec spécialisation en éducation sociale à la Haute école de Lucerne. Nous avons enregistré, dans le cadre d'un projet d'études, une mini-série de podcasts en quatre parties, intitulée *Changement de système*, qui se consacre à la thématique du « Leaving Care ».

Nos stages dans le contexte des foyers tout comme nos échanges avec d'autres étudiant•e•s nous ont permis de prendre fortement conscience du besoin d'action entourant cette thématique. Nous estimons que le « Leaving Care » mérite plus d'attention du grand public. Lorsqu'il nous a fallu choisir un travail d'étude, notre choix s'est donc porté sur ce thème.

Notre objectif était de sensibiliser les professionnel•le•s et les familles d'accueil à la thématique, d'informer sur les possibilités de soutien aux care leavers et de présenter la Fondation Cequality au grand public. Nous voulions donner la parole aux care leavers et le podcast nous a semblé être un support adapté. En tant que futurs professionnel•le•s, nous estimons que la participation et la communication d'égal à égal sont des principes essentiels, nous avons donc choisi que les care leavers seraient partie intégrante du podcast.

Dans l'introduction à la première série, un care leaver s'exprime sur sa perception de la participation au podcast : « Je trouve qu'il y a des angles morts dans le secteur social, et ça, il faut aussi qu'on en parle, là nous pouvons (nous, care leavers) contribuer à ce que cela évolue ; nous ne voulons pas vous pointer du doigt tout ce qui ne va pas, mais nous voulons contribuer, en prenant une part active, à ce que les choses aillent mieux, ensemble avec vous, (...) ».

Nous aimons beaucoup le support qu'est le podcast notamment parce qu'il a fait ses preuves à nos yeux pour relever de manière optimale des connaissances dans toutes les situations présentes. Il peut par ailleurs attirer un public varié, en couvrant plusieurs générations et canaux.

Notre podcast se compose d'une introduction suivie de quatre séries. Dans les trois premières séries, des care leavers parlent de leurs expériences et de leurs opinions sur la thématique du « Leaving Care ». Dans la dernière série, nous donnons un résumé et cherchons à analyser la situation présente de manière critique. Nous présentons des possibilités de soutien (déjà) existantes pour les care leavers et les professionnel•le•s. Les auditeurs auront trois différents aperçus sur la vie des care leavers, à travers les thèmes : Soutien scolaire, stigmatisation, job & formation, transition, logement, finances & assurances, ainsi que droits et devoirs.

Nous pouvons dire, rétrospectivement, que nous avons eu grand plaisir à réaliser ce podcast, qui nous a permis de rencontrer un grand nombre de personnalités passionnantes. Nous estimons que notre podcast peut être enrichissant pour les professionnel•le•s et les familles d'accueil. Pour qu'il puisse atteindre un nombre aussi grand que possible de personnes, nous sommes reconnaissants pour toute diffusion de cette réalisation.

**« On oublie, dans toute cette thématique, que j'étais chez moi au foyer, c'était ma famille »**

**Miriam, mère comblée de deux enfants**

En plus de l'association régionale « Cequality – by Care leavers for Care leavers », un réseau est mis en place à l'échelle nationale par d'anciens enfants placés en foyer ou en famille d'accueil.

Dans le podcast série 1, Rose présente le réseau Careleaver Suisse, dans le podcast série 3, c'est Lou qui présente la Fondation Cequality. Le podcast est enregistré en suisse-allemand.



**Yannik Fasser**



**Mischa Bucher**

Yannik Fasser et Mischa Bucher étudient le travail social à l'Haute école des sciences appliquées et des arts de Lucerne.

**> Podcasts**



# Coronavirus : Une crise pour qui ?

**Corinne Wohlgensinger**

Professeure OST travail social

Après la crise économique, la crise des réfugiés, la crise climatique et bien d'autres crises encore, il est aujourd'hui question de la crise du coronavirus. Qui ou qu'est-ce qui est en crise ? La société, l'individu, l'économie, la culture, l'école, les services de santé et le travail social ? Et en quoi consiste précisément cette crise ? En cherchant à répondre à cette question, on s'aperçoit vite que la notion de crise est utilisée de façon inflationniste. Si l'on en croit le Dictionnaire de la sociologie<sup>1</sup>, « crise » est le terme général employé pour décrire l'aggravation soudaine ou l'apparition soudaine d'une situation problématique qui ne peut être résolue avec les techniques classiques de résolution des problèmes (Klimke et al., 2020, p. 437).

La présente contribution se propose d'étudier la situation des personnes en situation de handicap vivant en institution. Chez ces personnes, on observe effectivement de telles aggravations soudaines. Mais on ne peut, en l'occurrence, parler ici de problèmes qui seraient apparus récemment. Il s'agit plutôt ici de la partie visible de l'iceberg, plus apparente que jamais avec la crise du coronavirus. Le souci bien compréhensible de la santé des personnes en situation de handicap vivant en institution a conduit pendant la pandémie à ce qu'on les isole – encore plus qu'à l'accoutumée – de leur environnement social, de leurs familles et de leur environnement de travail ou d'occupation. Cela a entraîné stress, agressivité et souffrance psychique, notamment chez les personnes qui, en raison d'une déficience, ne pouvaient comprendre les mesures de protection sur un plan cognitif.

« Inclusion Handicap », l'association faîtière des organisations de personnes handicapées, a réclamé dans ce contexte à juste titre une action solidaire de tous les groupes de la société, et des solutions qui tiennent compte aussi bien du besoin de protection que du droit à la participation.

Le droit à la participation, tout comme le respect du droit à l'autodétermination, est stipulé dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées et s'applique tout particulièrement aussi (!) en période de crise. Prendre ces droits au sérieux signifie à son tour que l'on mette à dispo-



<sup>1</sup> Klimke, D.; Lautmann, R.; Stäheli, U.; Weischer, C.; Wienold, H. (Hrsg.) (2020): Lexikon zur Soziologie. Wiesbaden.



sition des valeurs et des normes guidant l'action. Ainsi, il est tout à fait envisageable, pour une personne sans déficience cognitive, qu'elle s'expose consciemment au risque de contamination, parce qu'elle juge plus importants d'autres aspects de sa vie – comme par exemple les contacts sociaux, les activités de loisir, la liberté de se déplacer, etc. En revanche, dans le contexte institutionnel notamment, des principes comme la responsabilité et l'assistance, centrés sur la santé physique dans le sens d'une prévention de la contamination, s'appliquent. Les personnes touchées, quant à elles, seraient vraiment désireuses de pouvoir réfléchir personnellement à ces degrés de liberté.

Dans le cadre de la méthode SEGEL, nous avons cherché à répondre, avec des personnes avec et sans déficience cognitive, à la question suivante :

« Est-il juste que la direction des foyers enferme leurs résidents pour les protéger du coronavirus ? » Une approche structurée nous a permis de filtrer les principaux arguments : « Oui, parce que la santé est importante » ou « Non, les mesures causent plus de dommages que de bienfaits. » Dans la discussion qui a suivi, le groupe accordait à la qualité de vie une valeur prioritaire sur la protection inconditionnelle de la santé. L'argument des participant•e•s était que les connaissances relatives à la pandémie de Covid-19 changeant constamment, un isolement pendant des mois entiers ne pouvait être justifié. Le groupe était par ailleurs d'avis que le fait d'être enfermé ne signifiait pas automatiquement que l'on resterait en bonne santé, ceci en particulier en considération du personnel d'encadrement qui n'était possiblement pas vacciné.





C'est indéniable : Le Coronavirus, en tant que situation inhabituelle avec de nombreux paramètres inconnus, réclamait des mesures elles-aussi inhabituelles, et certainement restrictives également dans un premier temps. Mais il

faut absolument que nous ayons conscience du fait qu'avec la crise du coronavirus, on observe également dans la société un recul, voire des dérives considérables relativement à l'inclusion des personnes en situation de handicap.

## SEGEL

SEGEL est l'abréviation de : **S**chwierige **E**ntscheide – **GE**meinsame **L**ösungen (« Décisions difficiles – Solutions communes »).

Cet intitulé se rapporte à la difficulté des décisions qu'engendre le dilemme entre droit à une autodétermination et à une

liberté (de choix) aussi grandes que possible d'une part, et devoir de protection et d'assistance, d'autre part.

Les personnes en situation de handicap, les professionnel•le•s et les proches ont beaucoup à dire sur de telles difficultés et expériences.

> [gemeinsamentscheiden.ch](https://gemeinsamentscheiden.ch)

En cette période de pandémie, il apparaît d'une part clairement – une fois de plus – que les besoins spécifiques de ces personnes ne sont pas pris en compte – mise à disposition des informations en langue facile à lire, accessibilité des sites web, adaptation individualisée de l'obligation de port du masque (en particulier pour les personnes déficientes auditives et celles qui sont tributaires de la lecture labiale), par exemple. Les personnes en situation de handicap font d'autre part partie du groupe de celles et ceux dont les emplois sur le premier marché du travail ou les possibilités d'occupation sont particulièrement menacés. Outre la participation au marché du travail, la participation à la vie sociale, culturelle, à la vie en société, à des prestations de santé ou thérapeutiques et à la formation est considérablement menacée, ce qui peut avoir – en combinaison avec l'isolement mentionné précédemment – des conséquences dévastatrices sur la qualité de vie.

C'est, en définitive, ni plus ni moins que la préservation des droits humains fondamentaux des personnes touchées qui est en jeu. C'est le résultat d'une crise qui n'a fait que renforcer encore des dilemmes déjà existants. Le travail social doit plus que jamais veiller à garantir, en collaboration avec les personnes en situation de handicap, leurs droits à la participation et à l'autodétermination. Pour le dire de façon plus directe : Au-delà de la discussion sur la question de savoir si nous, en tant que professionnel·le·s, sommes ou non, devrions être ou voulons être d'importance systémique, il s'agit bien plus de savoir comment parvenir, avec les personnes en situation de handicap, à ne pas perdre le lien avec le système et à garantir durablement leur participation (avec la meilleure santé possible).



### **Dr. phil. Corinne Wohlgensinger**

Corinne Wohlgensinger est professeure à la Haute école spécialisée de Suisse orientale (OST). Elle dirige notamment le projet SEGEL « Schwierige Entscheide – Gemeinsame Lösungen ».

## **Littérature**

Inclusion Handicap (2020) : Résolution « Pandémie liée au coronavirus. Ne pas oublier les personnes en situation de handicap ! » Disponible en ligne sous [https://www.inclusion-handicap.ch/admin/data/files/asset/file\\_fr/594/pos\\_dv\\_resolution\\_corona\\_v\\_1\\_1\\_ff\\_prop-modif.pdf?lm=1600436591](https://www.inclusion-handicap.ch/admin/data/files/asset/file_fr/594/pos_dv_resolution_corona_v_1_1_ff_prop-modif.pdf?lm=1600436591), consulté le 6.7.21.

Klimke, Daniela ; Lautmann, Rüdiger ; Stäheli, Urs ; Weischer, Christoph ; Wienold, Hanns (éd.) (2020) : Lexikon zur Soziologie. 6th ed. 2020. Wiesbaden : Springer Fachmedien Wiesbaden ; Imprint : Springer VS. Disponible en ligne sous <https://doi.org/10.1007/978-3-658-30834-6>.

**Integras s'engage dans le discours professionnel des enfants et des jeunes placés à l'extérieur.**

**Afin de publier gratuitement ces contributions, nous dépendons des membres et des dons.**

**Devenez membre d'Integras maintenant ou faites un don.**

**Devenir  
membre**

**Donner**

### **Éditeur**

Integras, Association professionnelle pour  
l'éducation sociale et la pédagogie spécialisée,  
Rütistrasse 4, 8032 Zürich,  
T 044 201 15 00, [integras@integras.ch](mailto:integras@integras.ch)

### **Rédaction**

Meryem Oezdirek, Integras  
Barbara Hiltbrunner, [hiltbrunner-textdesign.ch](mailto:hiltbrunner-textdesign.ch)

### **Traduction**

Anne Delord

### **Relecture**

Bettina Gisler, [bettinagisler.com](mailto:bettinagisler.com)

### **Illustrations**

Margrit Egger, [margritegger.ch](mailto:margritegger.ch)

### **Photos**

Barbara Hiltbrunner, [hiltbrunner-textdesign.ch](mailto:hiltbrunner-textdesign.ch)

### **Mise en page & conception graphique**

Annatina Sidler, [designsia.ch](mailto:designsia.ch)

**Suivez-nous sur Facebook et LinkedIn  
ou inscrivez-vous à notre bulletin d'information.**





An underwater photograph showing four feet standing on a sandy pool floor. The water is clear and blue, with light rays filtering through. The feet are arranged in a line, suggesting a group of people standing together. The overall mood is serene and refreshing.

# INTEGRAS Thema

© Integras  
Rütistrasse 4, 8032 Zürich  
Tel. 044 201 15 00  
[www.integras.ch](http://www.integras.ch)